



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



## **L'UNESCO en action S'engager ensemble pour Haïti**

### Faire de notre engagement pour Haïti un modèle de coopération internationale

Le vaste mouvement de solidarité né au lendemain du séisme en Haïti doit se transformer en un engagement durable et efficace, qui permette à ce pays durement touché d'entreprendre cet immense et long travail de reconstruction.

Dès l'annonce du séisme, notre Organisation s'est immédiatement mobilisée au service du peuple Haïtien et aux côtés de son gouvernement pour faire face ensemble à cette terrible épreuve.

C'est dans ce même esprit d'engagement sur le long terme que j'ai nommé la très honorable Michaëlle JEAN Envoyée Spéciale de l'UNESCO pour Haïti. Sa grande expérience de la coopération internationale, sa connaissance intime du terrain et du peuple haïtien, son dynamisme seront, j'en suis certaine, un atout majeur dans cette colossale entreprise qui est une priorité de l'UNESCO.

Notre stratégie de coopération à moyen et long terme pour Haïti, a été élaborée

en étroite concertation avec les autorités haïtiennes. Approuvée par le Conseil exécutif de l'UNESCO, elle comprend les actions que notre Organisation entend mener par la mobilisation de ressources extrabudgétaires.

Vous trouverez dans cette brochure le détail des différents programmes et projets pour Haïti dans les domaines de compétence de l'UNESCO : l'éducation, les sciences, la culture, et la communication.

J'en appelle à la générosité et à l'engagement de tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux pour soutenir l'action de l'UNESCO pour Haïti qui nous est cher. Le sort de ce pays est aussi notre responsabilité partagée, et nous pouvons en faire un modèle de coopération internationale. Depuis près d'un an déjà, j'ai mis toute mon énergie et ma force de conviction en ce sens, et je vous invite à nous rejoindre.

Irina Bokova  
Directrice générale de l'UNESCO



## Avant-propos

Ce dont la population haïtienne a le plus besoin, c'est d'un réseau solide de partenaires qui investissent dans ses capacités de faire, de créer et de produire, sa volonté de se rassembler autour de solutions viables, de façon à se sortir du cycle désastreux de la dépendance et de l'assistance dans lequel le pays s'enfonce depuis des décennies.

Certes, les circonstances sont difficiles et le sort semble s'acharner sur Haïti, une catastrophe n'attend pas l'autre, mais la situation déplorable et dangereusement chaotique qui prévaut depuis le terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010 illustre parfaitement combien il s'agit non seulement d'une grave crise humanitaire mais aussi d'une profonde crise de valeurs. Il faudra en effet, pour qu'Haïti se relève, que triomphent les valeurs d'équité et de justice, de citoyenneté et d'inclusion, de partage et de solidarité, de responsabilité et d'imputabilité. Il est donc essentiel d'appuyer efficacement les instances de gouvernance, de renforcer le rôle des institutions, d'appuyer les forces vives de la

société civile haïtienne et de cultiver avec elles le sens du bien commun. Il est aussi primordial d'agir auprès des enfants et de la jeunesse du pays, de les protéger, de bâtir pour eux un système de santé et d'éducation publics, universels et de qualité.

À tout cela, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science, la culture et les communications, peut et veut, par des actions concrètes et avec votre précieux concours, contribuer. Il nous faut, dans un nouveau pacte fraternel, soutenir et accompagner tous les espoirs, la volonté et les efforts des Haïtiennes et des Haïtiens pour que le pays renaisse.

Nous devons réussir et montrer ce qu'il est possible d'accomplir lorsque nous choisissons de travailler ensemble. J'y crois et nous enverrons ainsi au reste de l'humanité un signal puissant que cela est possible, qu'une éthique humaniste du partage peut triompher du pire, de la destruction, du malheur et du sentiment d'impuissance.

Michaëlle Jean  
Envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti



## Contexte

L'amitié et la coopération entre l'UNESCO et Haïti ne datent pas d'hier. Elles remontent à 1946, date de l'adhésion de ce pays à l'Organisation. Il était donc tout naturel pour l'UNESCO de s'engager auprès d'une population haïtienne durement éprouvée par le terrible séisme du 12 janvier 2010. Dès les premières heures, l'UNESCO s'est jointe aux efforts des autorités nationales et des partenaires internationaux pour répondre aux besoins les plus urgents de la population.

Le tremblement de terre a touché de plein fouet un pays qui se remettait à peine des cyclones dévastateurs de 2008. Et il n'aura fallu que 35 secondes à ce séisme – d'une magnitude de 7,3 sur l'échelle de Richter – pour prendre 220 000 vies et faire 300 000 blessés. La capitale Port-au-Prince a subi de lourdes pertes, tout comme les communes avoisinantes de Martissant, Carrefour et Gressier. Les villes de Jacmel et de Petit-Goave n'ont pas été épargnées tandis que la ville de Léogâne était détruite à 80%.

Le séisme a ravagé le système éducatif. Près de 4 000 écoles ont été touchées par la catastrophe. Les institutions universitaires ont été en grande partie détruites et elles ont subi de lourdes pertes en vies humaines. On estime également que près de 1,5 millions d'enfants et de jeunes de moins de 18 ans ont été directement ou indirectement affectés par le séisme parmi lesquels environ 750 000 enfants d'âge scolaire (6-12 ans).

Quelques 600 000 personnes ont migré en province.

Les médias, les institutions culturelles et scientifiques, une grande partie du patrimoine historique ont également subi de grandes pertes tant humaines que matérielles. De plus, les capacités d'alerte aux catastrophes naturelles du gouvernement haïtien ont été gravement endommagées ou détruites.

A côté de la nécessaire reconstruction des infrastructures, logements et bâtiments, le soutien humain, le développement des réseaux de connaissance, l'appui à la définition de politiques publiques appropriées, le renforcement des capacités nationales ainsi que la cohésion sociale sont aujourd'hui indispensables pour que la société haïtienne reprenne confiance en elle-même et consolide sa résilience.

L'UNESCO est convaincue que tout effort de reconstruction durable, par et pour les Haïtiens, passe par la revitalisation du tissu social, culturel et intellectuel du pays. La reconstruction et le redressement d'Haïti sont un défi qui incombe à son gouvernement, à sa société civile, à tous les Haïtiens qui ont la responsabilité première pour qu'un nouveau pacte social émerge des décombres. L'UNESCO se met à la disposition du peuple haïtien pour l'accompagner au mieux dans ses domaines de compétences : l'éducation, les sciences, la culture et la communication.

## Quelques actions réalisées et en cours

L'UNESCO s'est tout de suite engagée auprès des autorités nationales et avec le système des Nations Unies pour apporter son soutien à la population haïtienne. Outre sa participation à l'évaluation des besoins, son

appui institutionnel au ministère de l'Éducation nationale et de la Formation, à la protection et à la préservation des œuvres d'art et des fonds historiques, on présentera ci-dessous certaines de ces actions.

**Formation de 350 maçons aux règles de constructions antisismiques pour l'habitat populaire :**

Deux mois après le séisme, en partenariat avec les ateliers-école de Camp-Perrin, une formation a été mise en place pour les besoins de l'habitat populaire. 350 maçons ont été formés et des équipements adaptés aux exigences de la construction antisismique leur ont été fournis.

**Appui psychosocial aux élèves de l'enseignement secondaire :**

Entre les mois de juin et juillet 2010, environ 1 700 professeurs du département de l'Ouest, touché par le séisme, ont été formés à la prévention et à la réponse aux risques générés par les catastrophes naturelles dans les salles de classes. Ces formations seront reproduites dans six autres départements fortement touchés par le séisme.

**Matériel pour 28 lycées :** 100 pupitres pour professeurs, 106 classeurs pour l'administration, 2 800 dictionnaires de poche, 280 cartes d'Haïti, 280 ensembles d'instruments de géométrie pour les enseignant(e)s ont été distribués pour aider au redémarrage des activités scolaires des établissements secondaires.

**Reconstruction et équipement d'écoles secondaires et de centres de formation professionnelle :**

Les travaux ont commencé fin décembre et concerneront des établissements de Port-au-Prince, Carrefour, Croix des Bouquets, Thomazeau et Grand Goave.

**Journalisme et traumatisme psychologique :**

une formation post-trauma concernant 170 professionnels de la presse a été organisée en mars 2010 avec l'aide de CECOSIDA et du « Dart Center for Journalism and Trauma ». D'autres formations sont envisagées.

**Soutien aux radios communautaires :**

55 jeunes de 7 centres multimédias communautaires (CMC) ont été formés aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) en coopération avec SAKS. L'acquisition et l'installation d'équipements sont en cours et une nouvelle radio communautaire a été créée à Cap Rouge, près de Jacmel dans la région du Sud-est, au mois de décembre. D'autre part, 15 animatrices d'émissions et journalistes ont été formées aux techniques de production radiophonique et à une meilleure couverture des sujets liés au genre.

**Programmes humanitaires auprès des camps de déplacés :**

L'UNESCO et le groupe Médialternatif ont mis en place une Unité mobile multimédia (UMM), ou « Télécentre mobile », composée de 8 ordinateurs avec une connexion sans fil, afin de permettre aux habitants de six camps de déplacés de Port-au-Prince d'avoir accès à l'internet. Ce projet vise à augmenter le capital de connaissance des déplacés et à développer leurs opportunités éducatives et professionnelles, mais aussi à renforcer les liens sociaux à travers la création d'un blog pour chaque camp. Il reçoit aussi le soutien de la Fondation AFP, Reporter Sans Frontières (RSF), et du Collectif Haïti de France (CHF).

**Archives et bibliothèques :**

aide d'urgence aux institutions patrimoniales publiques et privées en vue de sauvegarder le patrimoine écrit: manuscrits, documents et publications.

**Un livre pour un enfant et lire en Créole :**

distribution d'ouvrages de lecture et animation pour les enfants des camps de déplacés ; mise en place d'un partenariat avec Bibliothèques sans frontière.

**Rétablissement rapide des services haïtiens d'alerte aux risques côtiers :**

mise en place d'une station sismique de haut niveau et d'un centre national de données.

### Inscription dans les priorités nationales

La stratégie de coopération à moyen et long terme de l'UNESCO pour le redressement d'Haïti s'inscrit pleinement dans le Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti : les grands chantiers pour l'avenir, proposé par le gouvernement haïtien en mars 2010 à la conférence de New-York.

Cette stratégie s'appuie sur les activités initiées par l'UNESCO dans la phase d'urgence et rejoint les

principaux domaines d'intervention identifiés par le Plan d'action, à savoir: (i) la refondation territoriale (ii) la refondation sociale, et (iii) la refondation institutionnelle. Un quatrième pilier, la refondation économique, constitue un thème transversal qui complète les interventions de l'UNESCO dans les trois autres domaines.

### Concertation et coordination avec les autorités nationales et les partenaires

Cette stratégie de coopération a été élaborée en constante concertation avec les autorités nationales et validée à l'occasion d'une mission intersectorielle de l'UNESCO à Port-au-Prince. Des discussions ont également eu lieu au sein du système des Nations Unies et les axes proposés par l'UNESCO s'insèrent dans le cadre intégré de coopération de l'équipe des Nations Unies à Haïti. Par ailleurs, dans le cadre des différentes structures de concertation, soit sectorielle (groupe

sectoriel éducation) soit globale (Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti – CIRH) associant l'ensemble des partenaires, des complémentarités sont recherchées. Face à l'immensité de la tâche, l'UNESCO est convaincue que la réussite passe par une forte coordination qu'il revient au gouvernement haïtien de piloter : convergence, synergies et unité dans l'action sont les clés du redressement durable d'Haïti.

### Le contenu de la stratégie

*« Une société équitable, juste, solidaire, conviviale, vivant en harmonie avec son environnement, sa culture, une société moderne où l'Etat de droit, la liberté d'expression, la liberté d'association et d'expression et l'aménagement du territoire sont établis. »*

*Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti*



L'objectif général est d'aider les autorités haïtiennes à promouvoir un relèvement et une stabilité durables, en renforçant les capacités institutionnelles, la promotion du dialogue entre les communautés, l'amélioration de la qualité et l'équité de la prestation des services de base, ainsi que la revitalisation des principaux secteurs public et privé qui ensemble joueront un rôle essentiel dans la promotion du développement économique durable, la construction d'un État démocratique et inclusif et la réduction des risques liés aux catastrophes naturelles.

La stratégie s'articule autour des trois grands chantiers – refondation territoriale, refondation sociale et refondation institutionnelle – qui influent sur le quatrième chantier : la refondation économique.

Chacun des trois grands chantiers comportent des propositions de programmes et de projets présentés par des fiches succinctes qui s'articulent autour de quatre éléments : un résumé des activités, les objectifs poursuivis, le budget et la durée de mise en œuvre ainsi que les résultats attendus.

## La refondation territoriale

« La refondation territoriale passe par l'identification, la planification et la gestion des nouveaux pôles de développement, la stimulation du développement local, la reconstruction des zones affectées, la mise en place des infrastructures économiques nécessaires à la croissance (routes, énergie et communication), la gestion du foncier garantissant la protection de la propriété et facilitant l'avancement des grands projets. »

*Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti*



Dans le cadre de cette priorité, l'UNESCO soutient le gouvernement haïtien dans la promotion de la reconstruction et le développement économique des zones touchées, tout en cherchant à réduire la vulnérabilité du pays aux catastrophes futures et à renforcer les capacités nationales à y répondre. Les actions de l'UNESCO dans ce domaine viseront également à promouvoir les savoir-faire culturels et

artisans, l'aménagement des espaces urbains par la formation et la participation citoyenne des jeunes à la reconstruction de leurs quartiers, ce qui va de pair avec la création d'emploi. La préservation de la biodiversité et le développement de réserves de la biosphère seront également un atout pour le développement d'activités touristiques respectueuses de l'environnement et du patrimoine culturel haïtien.

## Projets

- Sauvegarde et développement du Parc national historique « Citadelle Sans Souci »
- Rétablissement rapide des services d'alerte aux risques côtiers
- Renforcement de la prévention des catastrophes par l'éducation dans quatre communautés côtières
- Ressources en eau : stratégie à moyen et long terme en vue du développement durable
- Initiative d'appui post-catastrophe du MAB
- Initiative de renforcement des capacités pour développer un cadre de politique STI
- Culture et développement pour les quartiers urbains d'Haïti, en particulier les quartiers défavorisés

## La Refondation sociale

« La refondation sociale priorise en tout premier lieu un système éducatif garantissant l'accès à l'école à tous les enfants, offrant une éducation professionnelle et universitaire en adéquation avec l'exigence de modernisation de notre économie... L'intégration de la culture dans la vie économique en dehors de la promotion des produits culturels est guidée non seulement par le souci de faire fructifier la créativité, l'imaginaire et les investissements des entrepreneurs culturels, mais aussi à préparer l'introduction en force de la société haïtienne dans l'économie de l'immatériel. »

*Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti*



La reconstruction sociale, y compris l'accès aux services de base pour toute la population d'Haïti et surtout pour les plus vulnérables, est considérée par le gouvernement haïtien comme un élément crucial pour le relèvement, la croissance économique et le bien-être. L'objectif ultime étant de définir et de promouvoir une nouvelle solidarité entre les différentes composantes de la société haïtienne. Cette nouvelle gouvernance concerne la base de la société haïtienne, son développement local, la gestion et le partage de ses ressources, ainsi que les

fondements du vivre ensemble, formant ainsi les bases d'une société plus responsable, autonome et résiliente. Dans cette perspective, l'UNESCO apportera sa contribution dans deux domaines prioritaires identifiés par le gouvernement haïtien: Education et Culture. Dans ces domaines, l'UNESCO planifie des actions à la fois stratégiques et pratiques, afin d'améliorer les conditions de vie de la population haïtienne de manière concrète, visible et durable.

### L'éducation

L'UNESCO soutiendra la reconstruction du système éducatif dans son ensemble, et plus précisément :

- La reconstruction institutionnelle, en se concentrant sur l'établissement d'un cadre juridique, sur la mise en place d'un système de financement efficace, sur la promotion de la décentralisation, la promotion des partenariats public-privé ainsi que sur la restructuration du ministère de l'Éducation.
- La reconstruction stratégique du secteur de l'éducation grâce à l'élaboration d'un plan directeur du secteur éducatif, le système d'informations scolaires et la carte scolaire, la définition de normes et standards de qualité de l'éducation et la réforme des curricula.
- Le renforcement du système de suivi et d'évaluation et le renforcement des capacités des cadres du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.
- La reconstruction d'un système de formation efficace en se concentrant sur la formation des enseignants dans tous les ordres d'enseignement (primaire, secondaire, technique et professionnel, supérieur), la promotion d'instituts de formation de techniciens supérieurs notamment dans les disciplines du bâtiment et de la médecine.

### Projets

- Appui à la gestion stratégique du secteur éducation-formation et au développement des ressources humaines en santé-habitat
- Système d'information de gestion pour l'éducation
- Renforcement de la qualité de l'éducation primaire et secondaire
- Aide à l'élaboration de la politique nationale de santé à l'école



- Intégration socio-économique des jeunes déplacés grâce à la formation professionnelle
- Des Kits de micro-science pour les écoles secondaires et centres EFTP
- Formation initiale et continue d'enseignants
- Gouvernance de l'enseignement supérieur haïtien
- Reconstruire les principales institutions de l'enseignement supérieur haïtien
- Aider Haïti à développer un réseau d'instituts universitaires d'enseignement professionnel et technique
- Projet de création de logements pour les étudiants haïtiens

## Culture

- Haïti, pays de créateurs, déborde d'Histoire et de traditions culturelles d'origines diverses. Pour cette terre de rencontre au carrefour de plusieurs civilisations, la culture sera le moteur du relèvement endogène de la société ; elle l'ancrera dans son identité tout en l'ouvrant comme par le passé aux autres cultures.
- Le Conseil exécutif de l'UNESCO, lors de sa 184e session (avril 2010) a créé le Comité international de coordination pour la sauvegarde du patrimoine culturel haïtien (CIC), qui a tenu sa première réunion en juillet 2010. Ses recommandations portent sur quatre domaines: le patrimoine mondial (culturel et naturel), le patrimoine immatériel, le patrimoine mobilier (musées, archives et bibliothèques) et les industries culturelles.
- Concernant le patrimoine culturel et naturel, le CIC a recommandé d'impliquer des techniciens haïtiens

dans l'urgente création d'inventaires concernant la ville de Jacmel, qui est candidate à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, et Port-au-Prince, la capitale haïtienne. Le Comité a également suggéré que l'UNESCO mette en place un observatoire sur la vitalité du patrimoine immatériel afin d'identifier les expressions culturelles les plus menacées d'extinction, notamment dans les zones les plus durement touchées par le séisme. Il a en outre recommandé la sauvegarde des archives, livres et autres biens mobiliers culturels et la formation des conservateurs et des restaurateurs locaux. Enfin, le CIC a appelé à la collecte de données et au développement des outils méthodologiques liés aux industries culturelles. L'artisanat a été un des axes principaux en tant que source de création et facteur de développement économique, social et culturel.

## Projets

- Reconstitution et protection à long terme des archives haïtiennes
- Reconstruction du secteur des bibliothèques en Haïti
- Reconstruction du secteur des musées en Haïti
- Jeunesse et culture : Voix du futur – L'école d'art et culture à Jacmel
- Vers un cadre révisé pour la politique culturelle en Haïti
- Inventaire du patrimoine architectural et renforcement des capacités des techniciens locaux et nationaux – Centre historique de Jacmel, site figurant sur la Liste indicative du Patrimoine mondial pour Haïti
- Consultation internationale sur la législation concernant la sauvegarde des biens culturels haïtiens
- Appui technique et financier à l'installation d'un Département du patrimoine immatériel au sein du ministère de la Culture et de la Communication et conduite d'un projet pilote : inventaire du patrimoine immatériel à Léogâne
- Sauvegarde du Rara, tradition symbolique de l'identité culturelle haïtienne

## La refondation institutionnelle

« La refondation institutionnelle vise à la remise en fonctionnement des institutions étatiques, en priorisant les fonctions les plus essentielles, la redéfinition de notre cadre légal et réglementaire pour mieux l'adapter à nos besoins, la mise en place de la structure qui aura mandat de gérer la reconstruction, l'établissement d'une culture de transparence et de reddition des comptes qui rende la corruption impraticable sur notre territoire. »

*Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti*



La refondation institutionnelle vise au renforcement des institutions nationales essentielles, à la définition d'un cadre juridique pour la gestion du processus de reconstruction, à la promotion de la gouvernance, de la transparence et de la participation, ainsi qu'au soutien des institutions démocratiques, contribuant ainsi au consensus politique nécessaire à la reconstruction. L'UNESCO entend participer à ce domaine à travers la promotion du rôle des médias dans le processus démocratique.

L'UNESCO entend appuyer la promotion de médias libres et indépendants à travers plusieurs interventions :

- Renforcement des capacités des professionnels des médias en améliorant la qualité de la formation dans la couverture non-partisane et sensible aux conflits.
- Soutien aux radios communautaires, par la formation et par des activités de sensibilisation, afin de renforcer la liberté d'expression
- Soutien à la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire afin de promouvoir le pluralisme des médias par la création d'une structure de régulation indépendante.
- Création d'un master de journalisme à l'Université Quisqueya en Haïti.

## Projets

- Création d'une école de journalisme en Haïti
- Renforcement des radios communautaires et des centres ruraux multimédias
- Former des professionnels des médias compétents en améliorant la qualité de la formation et en s'appuyant sur un cadre légal et réglementaire



Publié par le Bureau de coordination des unités hors Siège, avec le soutien du Bureau de la planification stratégique, Division de la coopération avec les sources de financement, et du Secteur des Relations extérieures et de l'Information du public de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07SP, France

© UNESCO 2010  
All rights reserved

Imprimé par l'UNESCO  
IMPRIM'VERT  
Votre imprimeur agit pour l'environnement.

*Crédits photo : Mehdi Benchalah, Michel Ravassard, Danica Bijeljac, Elke Selter, Fernando Brugman*

ERI-2011/WS/1





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Contact:

Mr. Akio Arata

Director

Division of Cooperation with Funding Sources

7, place de Fontenoy

75352, Paris 07 SP, France

Email: [a.arata@unesco.org](mailto:a.arata@unesco.org)

Tel.: +33 (0)1 45 68 14 14

Fax: +33 (0)1 45 68 55 07

[www.unesco.org](http://www.unesco.org)



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

# L'UNESCO en action S'engager ensemble pour Haïti

## Projets

### Refondation territoriale

- Sauvegarde et développement du Parc national historique « Citadelle Sans Souci »
- Rétablissement rapide des services d'alerte aux risques côtiers
- Renforcement de la prévention des catastrophes par l'éducation dans quatre communautés côtières
- Ressources en eau : stratégie à moyen et long terme en vue du développement durable
- Initiative d'appui post-catastrophe du Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB)
- Initiative de renforcement des capacités pour développer un cadre de politique pour la science, la technologie et l'innovation (STI)
- Culture et développement pour les quartiers urbains d'Haïti, en particulier les quartiers défavorisés

### Refondation sociale

#### Education

- Appui à la gestion stratégique du secteur éducation-formation et au développement des ressources humaines en santé-habitat
- Système d'information de gestion pour l'éducation
- Renforcement de la qualité de l'éducation primaire et secondaire
- Aide à l'élaboration de la politique nationale de santé à l'école
- Intégration socio-économique des jeunes déplacés grâce à la formation professionnelle
- Des kits de micro-science pour les écoles secondaires et centres EFTP
- Formation initiale et continue d'enseignants
- Gouvernance de l'enseignement supérieur haïtien
- Reconstruire les principales institutions de l'enseignement supérieur haïtien
- Aider Haïti à développer un réseau d'instituts universitaires d'enseignement professionnel et technique
- Projet de création de logements pour les étudiants haïtiens

## Culture

- Reconstitution et protection à long terme des archives haïtiennes
- Reconstruction du secteur des bibliothèques à Haïti
- Reconstruction du secteur des musées en Haïti
- Jeunesse et culture: Voix du futur – L'école d'art et culture à Jacmel
- Vers un cadre révisé pour la politique culturelle à Haïti
- Soutien à l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN)
- Consultation internationale sur la législation concernant la sauvegarde des biens culturels haïtiens
- Appui technique et financier au patrimoine immatériel
- Sauvegarde du Rara, tradition symbolique de l'identité culturelle haïtienne

## Refondation institutionnelle

- Création d'une école de journalisme à Haïti
- Renforcement des radios communautaires et des centres ruraux multimédias
- Formation des professionnels des médias en s'appuyant sur un cadre légal et réglementaire



Contact :

M. Akio Arata

Directeur

Division de la coopération avec les sources de financement

7, place de Fontenoy

75352, Paris 07 SP, France

Courriel : [a.arata@unesco.org](mailto:a.arata@unesco.org)

Tél. : +33 (0)1 45 68 14 14

Fax : +33 (0)1 45 68 55 07

[www.unesco.org](http://www.unesco.org)

© UNESCO

Crédits photo : Mehdi Benchalah, Fernando Brugman, Michel Claude, Bernard Hadjadj, G. Hyvert, Sophie Paris, Dominique Roger, Alexis N. Vorontzoff, Danica Bijeljic, Michel Ravassard




Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le projet vise à la sauvegarde et au développement socio-économique du seul site haïtien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, le Parc national historique – Citadelle, Sans Souci, Ramiers. En vue de l'adapter aux normes du patrimoine mondial et donc de lui permettre de conserver ce statut de site inscrit, plusieurs actions concernant la législation, la gestion, la cartographie ainsi que des actions concrètes doivent être entreprises à brève échéance. Outre son appui à ces actions, le projet contribuera de



## Sauvegarde et développement du Parc national historique « Citadelle Sans Souci »



façon significative au renforcement de l'activité économique, notamment à travers le développement du tourisme, et fournira davantage d'opportunités aux communautés vivant sur le site ou à proximité. Compte tenu du fait que le soutien communautaire est fondamental pour le succès du projet, les conditions de vie des communautés de Milot et Dondon doivent être améliorées. Le projet répond directement à des besoins identifiés par le décret présidentiel du 21 juillet 2010 et il sera mis en œuvre en étroite coopération avec les autorités nationales (ISPAN).

## Objectifs

- Amélioration des conditions de vie et des perspectives d'emploi de la population locale
- Mise en conformité du Parc national historique avec les normes du Patrimoine mondial, notamment avec le développement d'un plan de gestion
- Protection et mise en valeur des caractéristiques du Parc national historique – Citadelle, Sans Souci, Ramiers
- Préparation du site et de ses communautés au développement du tourisme durable



**Budget estimé :**  
**4 500 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**3 ans**

## Résultats attendus

- Rénovation de 200 maisons et installation dans 562 maisons de l'eau potable et de sanitaires
- La population locale bénéficiera de davantage de sources de revenus liées au site du patrimoine
- Le Parc national sera géré par une structure autonome
- Le site sera en conformité avec les normes du Patrimoine mondial
- Réalisation de la cartographie du site et pose de 5 000 bornes de démarcation
- Entretien des monuments







Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le projet vise à aider les agences nationales haïtiennes à rétablir leurs capacités de surveillance et d'alerte face aux risques côtiers. L'accent est mis sur la reconstruction des principaux éléments d'un système d'alerte rapide aux risques côtiers (permanent et axé sur les populations, en lien étroit avec les besoins de gestion des catastrophes). Il intégrera les agences nationales haïtiennes dans les réseaux régionaux, notamment ceux concernant ouragans et tsunamis. De plus, des activités de formation seront organisées afin de renforcer les connaissances techniques et celles concernant la gestion des catastrophes.



## Rétablissement rapide des services d'alerte aux risques côtiers

## Objectifs

- Renforcer la résilience de la population aux catastrophes en restaurant les éléments de base des agences nationales de surveillance et d'alerte
- Améliorer le système opérationnel multi-catastrophes (permanent et axé sur les populations) en vue de mieux répondre aux besoins de la gestion des risques et des catastrophes
- Appuyer l'intégration des agences nationales haïtiennes dans les réseaux régionaux d'alerte aux ouragans, aux inondations liées aux ouragans et aux tsunamis
- Renforcer les capacités de réponse des communautés aux risques côtiers



**Budget estimé :**  
**750 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**18 mois**

## Résultats attendus

- Aide financière et logistique afin de permettre au Bureau des mines et de l'énergie (BME) de recevoir et de mettre en opération un centre national de données CTBTO complet
- Au moins 2 stations d'observation du niveau de la mer installées et connectées au réseau d'observation du Système d'alerte aux tsunamis et aux autres risques côtiers dans la mer des Caraïbes et des régions adjacentes (CARIBE EWS)
- Equipements spécialisés de communication pour le Service Maritime et de Navigation d'Haïti (SEMANAH), le Centre national de météorologie (CNM), le BME et la Protection civile.
- Développement de procédures normalisées d'exploitation (SOP) pour les tsunamis et autres risques côtiers
- Mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et d'activités pédagogiques
- Formation de techniciens locaux à l'élaboration de procédures normalisées d'exploitation, à la gestion de systèmes d'alerte rapide et à la gestion de catastrophes



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le projet vise à mettre en place des plans locaux de prévention des catastrophes dans des communautés côtières. Ces plans de prévention, établis selon une approche multi-risques mais mettant l'accent sur le risque de tsunami, insistent sur le rôle des écoles des communautés. Il faut noter que la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO a été chargée en 2005 de mettre en place un système d'alerte rapide aux tsunamis dans les Caraïbes. Conformément à l'idée que « la prévention des catastrophes commence à l'école » (SIPC, 2007),



## Renforcement de la prévention des catastrophes par l'éducation dans quatre communautés côtières

↑ L'UNESCO entend aider les communautés à développer des plans de prévention des catastrophes mettant l'accent sur l'école. Dans la mesure où les enfants représentent un des groupes les plus vulnérables en cas de catastrophe, ces plans jouent un rôle stratégique dans la prévention au niveau de la communauté.



## Objectifs

- Appui au personnel éducatif, enseignants, étudiants et communautés pour l'élaboration de cartes des risques
- Appui au personnel éducatif, enseignants, étudiants et communautés pour le développement et la mise en œuvre de plans de réduction des risques, notamment en cas de tsunamis
- Appui aux communautés en vue de renforcer leur capacité de réponse par le biais de campagnes de sensibilisation et d'éducation, ainsi que par un meilleur accès aux instruments d'alerte



**Budget estimé :**  
**500 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**1 an**

## Résultats attendus

- Elaboration par quatre communautés côtières de cartes de risques et de vulnérabilité aux tsunamis et autres catastrophes (en fonction des besoins locaux)
- Développement par quatre communautés côtières de plans pilotes de réponse participative aux tsunamis et autres risques naturels, en insistant sur le rôle des écoles (concept Safe School)
- Réalisation au niveau communautaire d'au moins deux exercices d'évacuation en vue de tester la sensibilisation du public aux plans de réponse et exercices d'évacuation d'au moins cinq écoles en vue de tester les procédures d'urgence
- Vingt écoles pilotes au moins ont mis en place les composantes de base du concept Safe School, y compris le développement de procédures d'urgence et l'évaluation des structures du bâtiment scolaire
- Vingt écoles pilotes ont mis en œuvre du matériel pédagogique et des activités d'enseignement touchant à la réduction des risques
- Au moins cinq cours pilotes de formation à la réduction des risques ont été développés et mis en œuvre avec des enseignants, leaders communautaires et autorités éducatives
- Au moins une sirène a été installée dans chaque communauté en vue de renforcer les mécanismes d'alerte rapide en cas d'ouragans et de tsunamis. Des outils traditionnels de communication ont également été mis en œuvre (par ex. utilisation des cloches des églises)
- Dans chacune des communautés concernées, au moins une session de formation a été consacrée à l'élaboration des procédures normalisées d'exploitation (SOP) au niveau local (pour les comités locaux et municipaux) et des SOP ont été adoptés par ces comités.



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Il s'agit de répondre au problème de la gestion durable et intégrée des ressources en eau du pays compte tenu des risques côtiers. De ce point de vue, il faut prendre en compte le fait que le séisme de janvier 2010 a sévèrement affecté les – déjà faibles – structures hydrauliques du pays et qu'il a amoindri les capacités humaines et opérationnelles des institutions liées à l'eau. Au sein du projet, plusieurs initiatives seront menées à court et moyen terme et serviront de base pour un futur plan de gestion intégrée des ressources en eau du pays.

## Ressources en eau : stratégie à moyen et long terme en vue du développement durable



## Objectifs

- Evaluer la situation actuelle en vue de ressources en eau importantes et de bonne qualité (tant de surface que souterraines) utilisées pour fournir en eau potable les populations sinistrées
- Identifier des problèmes potentiels – conflits ou pollutions – dus à des causes préexistantes ou consécutives aux dommages post-catastrophe
- Développer une analyse préliminaire en vue du développement d'une série de directives pour un plan post-catastrophe de gestion intégrée des ressources en eau
- Créer une masse critique d'expertise technique et scientifique locale en vue de mettre en œuvre un plan de gestion intégrée des ressources en eau



**Budget estimé :**  
**600 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**18 mois**

## Résultats attendus

- Création d'un Master en éco-hydrologie à l'université de Quisqueya
- Mise en œuvre du projet conjoint UNESCO/IHP sur l'eau et l'éducation afin de sensibiliser à l'importance de l'eau et aux moyens de bien l'utiliser
- Appui à la création d'une chaire UNESCO des sciences écologiques et de la terre, en consultation avec les Programmes et Secteurs correspondants
- Développement, dans le cadre du programme PCCP UNESCO/IHP, d'une étude de cas sur la coopération pour gérer l'eau de l'aquifère Artibonito, partagé par la République dominicaine et Haïti
- Mise en œuvre d'une initiative conjointe du Projet relatif aux eaux souterraines dans les situations d'urgence (GWES) et du Projet Les eaux souterraines et la sécurité humaine (GWAHS) en vue d'évaluer et de protéger les eaux souterraines pour leur utilisation durant des situations d'urgence



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Des mécanismes sûrs, s'appuyant sur des données fiables, sont nécessaires pour préserver et renforcer la biodiversité en Haïti. De tels dispositifs peuvent avoir un impact considérable sur l'environnement naturel et humain où ils sont mis en œuvre. Les initiatives générées par ce projet sont appelées à devenir des centres d'activité économique et agricole durables, susceptibles de déboucher sur des éco-emplois. Un tel projet pourrait être reproduit dans plusieurs régions du pays.



## Initiative d'appui post-catastrophe du Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB)

## Objectifs

- Mise en place d'une évaluation socio-environnementale
- Identification de zones prioritaires pour la conservation biologique, l'usage durable et la restauration des sols dégradés
- Identification de réservoirs de graines natives et collecte de graines en vue de développer des pépinières
- Appui à la préservation de la faune et flore locale
- Promotion du développement durable des communautés locales
- Appui aux études et création d'un laboratoire sur la future réserve haïtienne de biosphère, qui pourrait devenir un terrain d'expérimentation susceptible d'être reproduit dans d'autres parties de la région



**Budget estimé :**  
**2 500 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**10 ans avec premiers résultats  
au bout de 18 mois**

## Résultats attendus

- Programme de formation aux éco-jobs pour des jeunes en situation de vulnérabilité, en coordination avec les autorités éducatives rurales (formation de formateurs)
- Mise en œuvre de mécanismes de coordination institutionnelle et développement d'un programme de renforcement des capacités en matière de gestion, notamment participation et plan d'action
- Promotion des organisations installées dans les communautés par le biais de réunions, ateliers, etc.





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Avant le séisme de janvier, aucun cadre institutionnel n'existait en Haïti pour la science, la technologie et l'innovation (STI). L'absence d'ingénierie qualifiée et de normes de construction appropriées explique la plupart des dommages subis par Port-au-Prince et affecte aujourd'hui le processus de reconstruction. Pour remédier à cette situation, le projet va aider à développer des systèmes STI nationaux, en intégrant les priorités du développement durable dans les politiques nationales en matière de science, de technologie et d'innovation et en promouvant de bonnes pratiques en science et technologie.



## Initiative de renforcement des capacités pour développer un cadre de politique pour la science, la technologie et l'innovation (STI)



## Objectifs

- Réaliser une évaluation globale des capacités actuelles et des besoins en STI
- Aider le Gouvernement haïtien à mettre en œuvre une stratégie à moyen terme visant à faire naître une nouvelle génération d'ingénieurs civils locaux spécialisés dans les constructions anti-sismiques
- Conseiller les autorités locales en vue d'élaborer un nouveau Code de la construction
- Aider le Gouvernement haïtien à développer de nouveaux programmes pour l'enseignement supérieur
- Aider le Gouvernement haïtien à mettre en place une stratégie visant à développer un réseau STI avec la diaspora haïtienne, ainsi qu'avec d'autres réseaux existants, afin de fournir savoir-faire, transfert de connaissances et de technologies disponibles
- Aider le Gouvernement haïtien à mettre en place une stratégie visant à développer des parcs industriels avec une combinaison de parcs STI



**Budget estimé :**  
**920 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**18 mois**

## Résultats attendus

- Refonte des programmes universitaires en conformité avec le Plan d'action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti
- Préparation d'un document pour le Gouvernement haïtien sur les moyens de promouvoir le renforcement des capacités endogènes à l'utilisation des STI en vue de parvenir en 2015 aux Objectifs du millénaire pour le développement.



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le séisme qui a ravagé en janvier 2010 la capitale haïtienne, causant d'énormes pertes humaines et d'importants dommages à l'activité économique et au patrimoine culturel, a aussi montré au monde entier les déplorables conditions de vie des populations des quartiers les plus défavorisés. La planète a également pu découvrir la solidarité, la vitalité et la dignité dont le peuple haïtien faisait preuve face aux conséquences de la catastrophe. Ce projet vise à apporter une aide aux jeunes des quartiers les plus défavorisés en favorisant leur créativité. Les jeunes des quartiers



## Culture et développement pour les quartiers urbains d'Haïti, en particulier les quartiers défavorisés

Bellargeau et Martissant recevront une formation en design et production de mobilier urbain, ce qui leur permettra de prendre une part active à la reconstruction de leurs quartiers. Le projet est conçu comme un projet pilote qui pourrait, en cas de succès, être facilement repris dans d'autres quartiers défavorisés de Port-au-Prince ou de Léogâne.

## Objectifs

- Associer les jeunes à la vie et à la gestion de leurs quartiers
- Rendre les espaces urbains plus habitables en fournissant de quoi ramasser les ordures et assurer l'évacuation des eaux usées
- Appuyer la création d'un art de rue et la construction d'espaces verts
- Créer des emplois pour les jeunes, garçons ou filles



**Budget estimé :**  
**300 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**8 mois**

## Résultats attendus

- Amélioration du mobilier urbain et des conditions de vie à Bellargeau
- Formation de jeunes au design et à la production de mobilier urbain
- Renforcement de l'engagement civique des jeunes



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le projet vise à appuyer le Gouvernement haïtien dans ses efforts de reconstruction du secteur de l'éducation et de la formation mais aussi à contribuer aux efforts du pays en vue de la reconstruction et de l'amélioration des conditions de vie et des services de santé. Cela se fera à travers le renforcement des capacités du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) à réaliser sa planification stratégique et ses fonctions de gestion, mais aussi par le développement



## Appui à la gestion stratégique du secteur éducation-formation et au développement des ressources humaines en santé-habitat

d'un système d'enseignement technique et de formation professionnelle adapté aux besoins socio-économiques du pays et visant au développement des ressources humaines dans les secteurs de la santé et de la construction.



## Objectifs

- Réviser le cadre institutionnel de l'éducation et de la formation à Haïti
- Renforcer les capacités de gestion stratégique du MENFP
- Reconstruire les capacités de l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP)
- Développer les éléments-clés du système d'enseignement et de formation technique professionnelle (EFTP)
- Renforcer les programmes, les profils de qualifications et la formation des formateurs en EFTP
- Etablir un cadre de standards de qualité pour la fourniture de formation dans les secteurs de la santé et de la construction

## Résultats attendus

### Appui à la planification stratégique et à la gestion de l'éducation :

- Un cadre législatif rénové est en place pour tous les niveaux du secteur de l'éducation en Haïti



**Budget estimé :**  
**20 000 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**5 ans**

- Le système éducatif haïtien repose (aux niveaux national et régional) sur des structures modernes et rationnelles qui peuvent garantir la fourniture en quantité suffisante d'une éducation de qualité
- Le MENFP est restructuré et dispose d'outils de gestion et de planification conformes aux cadres législatif et normatif qui gouvernent l'éducation à tous les niveaux
- La capacité du MENFP est renforcée tant au niveau central qu'aux niveaux décentralisés en vue d'une gestion stratégique et de la coordination de tous les partenaires agissant dans le secteur de l'éducation
- Le Plan opérationnel 2010-2015 est mis en œuvre sur la base de plans d'action annuels, avec un cadre d'évaluation et de suivi global
- Un plan national pour l'ensemble du secteur de l'éducation est approuvé pour 2016-25
- Le Centre de formation des cadres de l'éducation (CFCE) est renforcé en vue de former du personnel éducatif à l'éducation et à la gestion

### Appui au sous-secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle :

- Accord sur une approche intégrée de la gouvernance et de la gestion du système EFTP, approche commune d'un système d'information de gestion, mécanismes financiers appropriés au soutien de la réforme
- Une fonction d'observation est mise en place et capable d'informer gestionnaires et décideurs du système EFTP
- Adoption d'une approche permettant de déterminer les professions prioritaires et les standards professionnels; approche reconnue du développement des programmes, de la reconnaissance des diplômes et qualifications; création d'un centre pour prendre en charge ces fonctions
- Une méthodologie éprouvée pour l'analyse des besoins des entreprises
- La capacité de fournir aux institutions EFTP des programmes bien adaptés dans les secteurs de la construction et des technologies médicales
- Adoption d'une approche du développement de la gestion et de l'enseignement
- Les pilotes dans les secteurs de la construction et de la santé (technologies médicales) sont conçus pour maximiser les résultats susceptibles d'être étendus à une réforme systémique durable, compatible avec le programme haïtien de réforme ébauché dans le Plan pour l'éducation



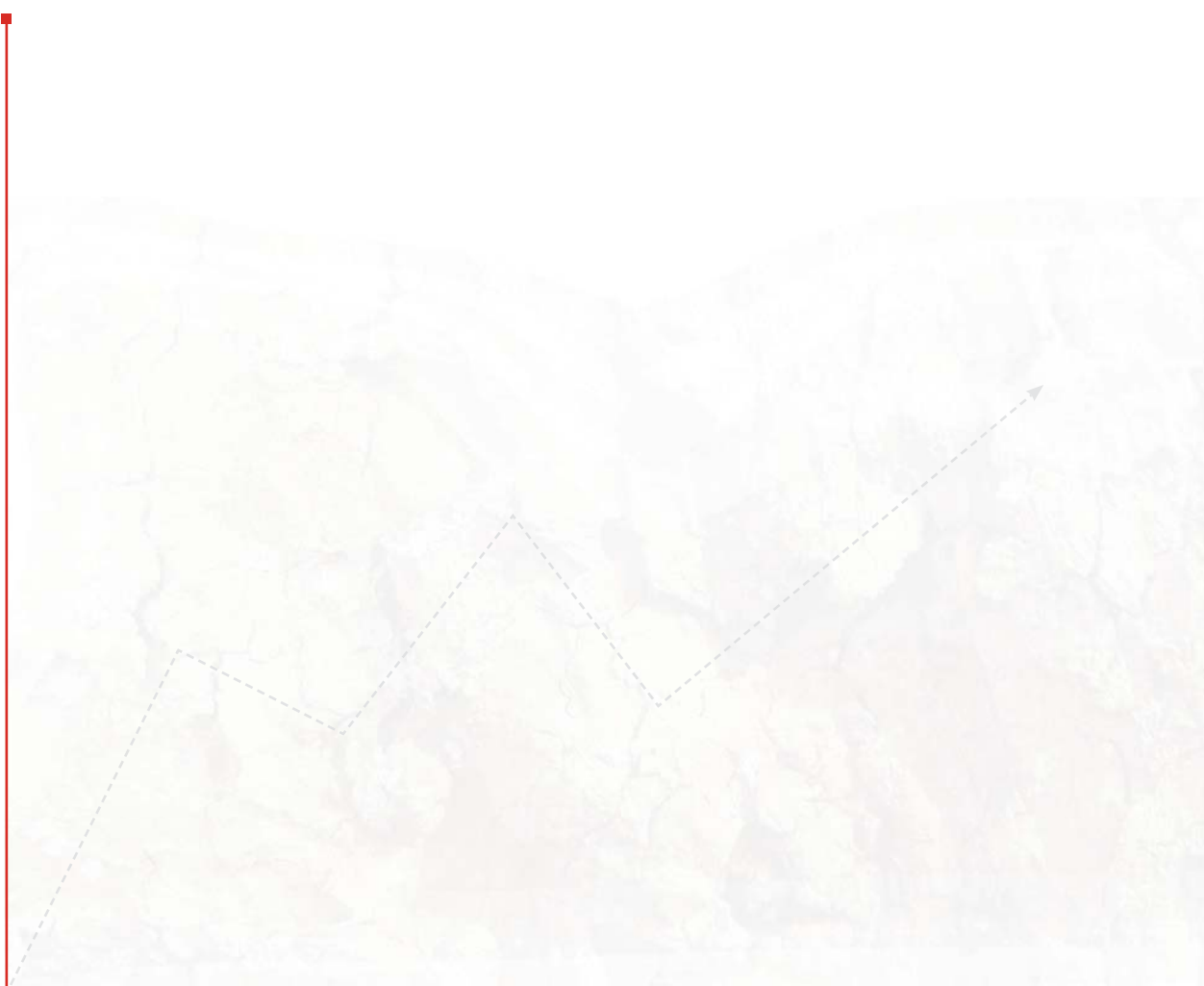
Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le projet cherche à aider le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) à mettre en place un système d'information de gestion pour l'éducation. Cela permettrait qu'un flux régulier d'informations statistiques en provenance des écoles parvienne aux divisions régionales de l'éducation et au MENFP qui pourra les utiliser pour ses besoins de planification. Il faut rappeler que le dernier (et peu sophistiqué) recensement du système éducatif date de 2003. Depuis cette date, les tentatives du MENFP pour produire des informations statistiques n'ont pas été couronnées de succès faute de moyens financiers et humains.

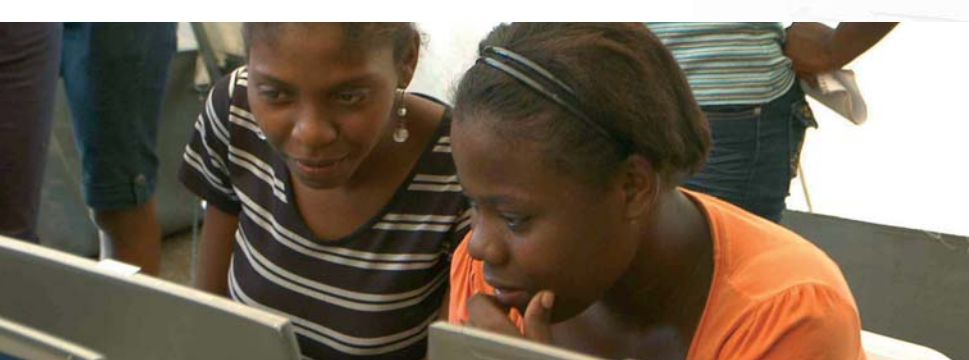


## Système d'information de gestion pour l'éducation



## Objectifs

- Le projet aidera le MENFP à collecter, consolider et analyser des données statistiques sur l'éducation indispensables pour des besoins de planification



**Budget estimé :**  
**1 500 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**2 ans**

## Résultats attendus

- Définition des données éducatives standardisées qui devront être collectées, en prenant en considération la capacité des écoles à les fournir
- Développement de procédures pour la collecte des données et leur acheminement au MENFP
- Adaptation du logiciel libre de l'UNESCO pour son utilisation à Haïti
- Formation d'employés du MENFP (au niveau central et dans les divisions régionales) aux nouvelles procédures et au logiciel
- Formation de coordinateurs chargés de remplir les formulaires d'enquête
- Fourniture de l'équipement technologique nécessaire
- Formation à l'entrée de données au niveau des divisions régionales
- Aide au MENFP pour le développement d'indicateurs éducatifs
- Aide à l'utilisation de la base de données éducatives pour des besoins de planification
- Publication et diffusion des statistiques éducatives





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le projet vise à une amélioration durable de la qualité de l'éducation (préscolaire, primaire et secondaire) à Haïti.



## Renforcement de la qualité de l'éducation primaire et secondaire



## Objectifs

- Etablissement d'un mécanisme participatif pour le développement de la politique et de la stratégie
- Réalisation d'études sur les conditions de vie et de travail, le statut et les qualifications du personnel enseignant, ainsi que sur les obstacles à la stabilité professionnelle du corps enseignant
- Réalisation d'un diagnostic / inventaire du statut des enseignants (public et privé) et création d'une base de données des enseignants
- Développement d'une pyramide des âges et d'un modèle pour le remplacement des professeurs quittant l'enseignement
- Organisation d'un atelier sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), intégration de celles-ci dans la formation des maîtres
- Etude des modèles internationaux en termes d'activités hors-programmes, de formation initiale et permanente des enseignants



**Budget estimé :**  
**4 900 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**4 ans**

- Formation au développement d'une politique pour la formation initiale et permanente
- Identification des besoins de formation
- Répertoire des Facultés des sciences de l'éducation (FSE)
- Evaluation des capacités sur une base volontaire
- Renforcement des capacités pour les FSE

## Résultats attendus

- La politique et la stratégie pour la formation initiale et permanente des enseignants sont développées, validées et chiffrées
- Les Facultés des sciences de l'éducation sont répertoriées et évaluées. Leurs capacités sont renforcées
- Les capacités du MENFP, des Directions départementales de l'éducation (DDE), des Bureaux de districts scolaires (BDS) et des Ecoles Fondamentales d'Applications (EFACAP) sont renforcées en vue de mettre en œuvre la politique de formation initiale et permanente des enseignants
- Mise en œuvre de la stratégie de formation initiale dans les Ecoles Normales d'Instituteurs (ENI) et dans les Facultés des sciences de l'éducation
- Mise en œuvre de la stratégie de formation permanente dans les EFACAP par les Facultés des sciences de l'éducation
- Développement de la politique et de la stratégie pour la formation initiale et permanente des enseignants du secteur public et du secteur privé
- Le MENFP, les DDE, les BDS et les EFACAP ont une véritable politique et stratégie pour la formation initiale et permanente des enseignants (public et privé)
- Amélioration des performances des enseignants dans le préscolaire, le primaire et le secondaire



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

La plus grande difficulté rencontrée par le ministère de l'Éducation en matière de santé à l'école est le manque de coordination entre des acteurs nombreux qui ont parfois des points de vue différents ou contradictoires. Ces interventions en ordre dispersé entraînent des doublons et des gaspillages. De nombreux matériels pédagogiques et guides ont été élaborés et sont utilisés dans les écoles par des organisations nationales et internationales, ainsi que par des ONG, sans supervision appropriée ni



## Aide à l'élaboration de la politique nationale de santé à l'école

orientation du ministère. Afin de résoudre ce problème, l'unité Nutrition Santé Education du ministère a élaboré en 2009 un cadre de références intégrant tous les aspects de la santé. Dans ce projet, l'UNESCO va aider les autorités nationales à consolider et valider ce cadre existant. Dans un deuxième temps, elle aidera à coordonner les différentes activités en vue du développement d'une politique nationale de santé à l'école, proposant une vision normative et unifiée. C'est encore plus crucial après le séisme de janvier 2010 et l'épidémie de choléra de novembre 2010. L'UNESCO travaillera en étroite coopération avec des agences des Nations Unies, comme l'OPS/OMS, l'UNFPA et l'UNICEF, membres du Groupe Sectoriel Education (GSE).

## Objectifs

- Aider le ministère à établir un groupe de travail sur la santé à l'école (avec des partenaires des Nations Unies, des ONG et des organisations de la société civile)
- Aider le ministère à réaliser dans les écoles une analyse de la situation sanitaire en vue de consolider le cadre de références existant
- Aider le ministère à organiser des consultations avec son personnel, aux niveaux central et décentralisé, ainsi qu'avec d'autres ministères et avec tous les partenaires afin que le cadre de références soit validé et intégré par tous
- Aider le ministère à développer, valider et publier une politique nationale de santé à l'école



**Budget estimé :**  
**300 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**12 mois**

## Résultats attendus

- Un groupe de travail consultatif sur la santé à l'école est en activité
- Le cadre de références est validé par le ministère et ses partenaires
- Le document national sur la santé à l'école est élaboré et validé





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

La (ré)intégration socio-économique des jeunes déplacés est fondamentale si l'on veut éviter la création de taudis et aider à restaurer des moyens de subsistance. Instruction, éducation technique et professionnelle, formation ne sont pas encore à la portée de l'immense majorité des groupes d'Haïtiens les plus vulnérables, qui n'ont jamais eu accès à aucune éducation formelle (en particulier les femmes et les filles). Après le séisme dévastateur de janvier, il y a encore moins d'opportunités d'acquérir des compétences ou un métier qui pourraient offrir des moyens de subsistance.



## Intégration socio-économique des jeunes déplacés grâce à la formation professionnelle

Aussi, de nombreux jeunes déplacés, en particulier des jeunes femmes, sont l'objet d'une exploitation économique et sexuelle quand ils/elles cherchent à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs proches.

Le projet vise à redonner des moyens de subsistance aux jeunes d'Haïti par le biais d'une formation ou d'un enseignement technique (formel ou non) qui comprendra un aspect « aptitudes à la vie quotidienne » (life skills) centré sur des stratégies de survie (hygiène, santé, réduction des risques en cas de catastrophe, etc.). Des centres d'enseignement et de formation technique professionnelle (EFTP), formels ou non, seront équipés et des petites aides en nature fournies à ceux qui s'y formeront avec succès. De plus, une formation non formelle à l'informatique, ainsi qu'un accès à des ordinateurs, imprimantes, connexions à internet, seront mis en place afin d'aider les communautés déplacées à trouver du travail via des unités mobiles multimédias (UMM).

## Objectifs

- L'objectif général du projet est l'appui à l'intégration socio-économique de jeunes déplacés et d'adultes (hommes ou femmes) vulnérables, tant en zone urbaine qu'en zone rurale. Cela se fera par le biais d'une formation ou d'un enseignement technique (formel ou non) qui comprendra un aspect « aptitudes à la vie quotidienne » et une ouverture sur l'informatique



**Budget estimé :**  
**2 000 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**1 an**

## Résultats attendus

- Accès accru à la formation professionnelle, y compris l'informatique de base, débouchant sur des emplois dans la construction et la création de mini-entreprises
- Développement de stratégies de survie grâce à une formation aux compétences sociales dans les domaines de l'hygiène, de la santé et de la réduction des risques en cas de catastrophe
- Accès facilité à des activités génératrices de revenus par le biais des aides en nature et grâce à la présence dans les camps des UMM
- Les centres EFTP disposent d'un équipement correct et de matériel pédagogique



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

A la suite du séisme de 2010, un grand nombre d'écoles secondaires et de centres d'enseignement et de formation technique professionnelle (EFTP) se sont retrouvés sans locaux et sans eau courante et/ou électricité. De plus, beaucoup d'écoles rurales ne disposent pas de laboratoire convenable. Enseigner les sciences dans de telles conditions est particulièrement difficile. Cela peut affecter de façon négative la qualité de l'éducation, compromettant ainsi tous les efforts à venir. Des kits de micro-science peuvent être utilisés pour remplacer les laboratoires et offrir aux élèves des



## Des kits de micro-science pour les écoles secondaires et centres EFTP

possibilités d'expérimentation. Ces kits de micro-science sont adaptés aux difficiles conditions d'Haïti car ils sont abordables, faciles à utiliser, solides et qu'ils ne supposent pas l'existence d'un laboratoire.

Ce projet vise à fournir aux écoles secondaires et aux centres EFTP d'Haïti des kits de micro-science parfaitement adaptés à l'enseignement de la chimie, de la biologie, de la physique, etc. dans des conditions difficiles (absence d'eau, d'électricité, de laboratoire). Ce concept lancé par l'UNESCO est parfaitement adapté aux conditions haïtiennes, surtout depuis le séisme et l'installation de nombreuses écoles sous des tentes. Le projet prévoit aussi une formation à l'utilisation de ces kits pour les enseignants.

## Objectifs

- Le projet vise à fournir aux écoles secondaires et aux centres EFTP d'Haïti des kits de micro-science



**Budget estimé :**  
**2 000 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**1 an**

## Résultats attendus

- Les écoles secondaires et centres EFTP d'Haïti sont équipés de kits de micro-science pour l'enseignement des sciences (sous tente, sans électricité ni eau)
- Les enseignants en science du pays sont formés à l'utilisation et à la maintenance de ces kits





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Même avant le séisme de 2010, le système éducatif d'Haïti avait du mal à retenir ses enseignants à cause des salaires trop bas et des conditions de travail difficiles. La catastrophe a encore empiré la situation. Pour nourrir leurs familles, de nombreux enseignants se sont tournés vers d'autres emplois ou se sont expatriés et près de 1 300 enseignants ont perdu la vie dans la catastrophe. L'objectif principal du projet proposé est d'inciter les enseignants à rester à leurs postes et à se surpasser face à cette situation difficile. Il vise aussi à former les



## Formation initiale et continue d'enseignants

enseignants pour les préparer à travailler avec des enfants handicapés et à faire de la prévention VIH/sida.

Le Plan opérationnel du ministère de l'éducation pour les 5 prochaines années amorce une réforme du système de formation des maîtres et considère que c'est un élément clé pour améliorer la qualité de l'éducation dans le préscolaire, le primaire et le secondaire. Les facultés des sciences de l'éducation (FSE) seront au cœur du nouveau système de formation des maîtres.



## Objectifs

- Renforcer les capacités du ministère de l'éducation et des FSE afin de concevoir des politiques de formation des maîtres, ainsi que la planification, la gestion et la mise en œuvre d'une stratégie basée sur le diagnostic et sur des études des conditions de vie et de travail des enseignants
- Aider le ministère de l'Education et les FSE à mettre en place pour les enseignants (du préscolaire au secondaire) une stratégie de formation, tant initiale que tout au long de leurs carrières
- Former des enseignants à travailler avec des enfants handicapés et à faire de la prévention VIH/sida



**Budget estimé :**  
**5 000 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**4 ans**

## Résultats attendus

- Une politique de formation des maîtres et une stratégie pour la mettre en place sont conçues via un mécanisme participatif
- Les FSE existantes sont répertoriées, leurs capacités sont évaluées et renforcées
- La stratégie de mise en œuvre de la formation initiale et de la formation sur le lieu de travail est lancée





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

En Haïti, le sous-secteur de l'enseignement supérieur comprend quelque 200 institutions regroupant environ 200 000 étudiants. Seules 50 institutions sont actuellement reconnues par le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP). L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), via son Bureau Caraïbe (CORPUCA), compte parmi ses membres 13 institutions haïtiennes mais certaines doivent encore atteindre les standards minimaux de l'AUF pour devenir membres à part



## Gouvernance de l'enseignement supérieur haïtien

entière. Bien qu'aucune évaluation formelle n'ait été réalisée, la qualité de l'enseignement supérieur haïtien pose problème car de nombreuses institutions en activité ne respectent pas les standards minimum en matière de gouvernance, de personnel, d'équipement, etc.

L'une des 200 institutions est l'Université d'État d'Haïti (UEH). Celle-ci est qualifiée d'institution autonome et indépendante par la Constitution et le ministère a du mal à coordonner et à orienter stratégiquement le sous-secteur.

La Commission présidentielle Education et Formation a identifié la gouvernance comme une des questions clés en matière d'enseignement supérieur et en a fait une de ses priorités. Le Plan opérationnel du MENFP pour la reconstruction du système éducatif après le séisme de 2010 prévoit que « la réorganisation de la gouvernance du sous-secteur de l'enseignement supérieur » est l'objectif n° 1 de l'axe d'intervention n° 7.

## Objectifs

- Contribuer à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur en Haïti, en dotant le sous-secteur de mécanismes de gouvernance destinés à améliorer l'homologation et l'accréditation des institutions d'enseignement supérieur

### Objectifs spécifiques :

- Installation d'un Conseil de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (CONESRI) comme première étape vers la création d'ici deux ans d'un ministère de l'Enseignement supérieur
- Mise en place d'une Conférence des recteurs des universités et des directeurs d'institutions d'enseignement supérieur
- Mise en place d'un ministère de l'Enseignement supérieur



**Budget estimé :**  
**2 000 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**2 ans**

## Résultats attendus

- Aide au développement de critères minimaux pour l'homologation et l'accréditation
- Aide à la conception et à l'exécution d'une évaluation complète des institutions d'enseignement supérieur en tenant compte des critères minimaux
- Transformation de la Direction de l'enseignement supérieur du MENFP en Secrétariat exécutif du CONESRI
- Conception et développement d'un système d'information de gestion pour l'enseignement supérieur
- Préparation de la législation concernant le Conseil national de l'enseignement supérieur et la Conférence des recteurs d'universités
- Mise en place du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la Conférence des recteurs d'universités
- Préparation de la législation concernant le ministère de l'Enseignement supérieur
- Mise en place du ministère de l'Enseignement supérieur
- Préparation du cadre législatif sur l'orientation stratégique de l'Enseignement supérieur.



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Ce projet vise à aider le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) à reconstruire un certain nombre d'institutions clés de l'enseignement supérieur (publiques et à but non lucratif) détruites par le séisme de janvier 2010. La seule université d'État du pays (Université d'État d'Haïti, UEH) a perdu plus de 90% de ses locaux. Cela a également été le cas pour beaucoup d'institutions de l'enseignement supérieur, notamment l'Université Quisqueya et l'Université Notre-



## Reconstruire les principales institutions de l'enseignement supérieur haïtien

Dame d'Haïti. Bien que des cours en ligne soient proposés avec l'aide d'universités internationales, la reconstruction des bâtiments principaux et la réinstallation de salles de classe et de laboratoires pour l'université figurent parmi les priorités principales du Plan opérationnel du MENFP.

## Objectifs

- Le projet entend doter l'UEH et des universités clés (publiques et à but non lucratif) d'un total de 10000 m<sup>2</sup> de classes et de laboratoires afin de permettre la reprise de l'enseignement.



**Budget estimé :**  
**10 000 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**2 ans**

## Résultats attendus

- Identification des locaux prioritaires pour la reconstruction
- Déblaiement des sites identifiés
- Conception de nouveaux bâtiments aux normes antisismiques et à l'épreuve des ouragans
- Construction des bâtiments nécessaires
- Fourniture de mobilier et d'équipement





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Haïti compte plus de 200 institutions d'enseignement supérieur mais seulement une cinquantaine sont reconnues par le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) et la qualité des institutions est généralement considérée comme plutôt faible. La plupart de ces institutions proposent des programmes théoriques de niveau universitaire et très peu des programmes professionnels à plus court terme. Il y a pourtant un besoin évident de mettre en place des instituts techniques

## Aider Haïti à développer un réseau d'instituts universitaires d'enseignement professionnel et technique

de niveau supérieur afin de doter Haïti des cadres intermédiaires dont il a besoin pour ses efforts de reconstruction.

L'UNESCO propose de mettre en place des instituts techniques de niveau supérieur offrant tout un éventail de programmes en deux ans, fondamentaux pour la reconstruction et le développement du pays : construction, agriculture, technologies de l'information, communications, ingénierie électrique, gestion, comptabilité, etc.

## Objectifs

- La conduite d'une étude de faisabilité et au choix des programmes prioritaires
- L'identification des emplacements en fonction des stratégies régionales de développement
- L'identification de modèles possibles (CEGEPs au Canada, IUT en France, ISET en Tunisie, etc.)
- La mise en place des trois premiers instituts (agriculture, technologie, gestion)



**Budget estimé :**  
**12 000 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**5 ans**

## Résultats attendus

- Evaluation des besoins en cadres intermédiaires
- Installation réussie des 3 premiers instituts avec des programmes de deux ans
- Inscription de 600 élèves par an à partir de 2013 et remise de diplôme à plus de 400 élèves en 2015





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

La situation du logement à Haïti s'est détériorée gravement suite au séisme de 2010. C'est particulièrement vrai pour les étudiants. De nombreux étudiants originaires de l'intérieur ne peuvent plus résider à Port-au-Prince car leurs parents habitant la capitale ne peuvent plus les héberger. Cette situation affecte les résultats des étudiants, leur capacité de travail et leur dignité. Le projet de logement proposé représentera une formidable opportunité pour les étudiants.



## Projet de création de logements pour les étudiants haïtiens

Le projet vise à construire des résidences pour les étudiants, avec des chambres totalement équipées et meublées, des services (sur le modèle d'une cité universitaire), et des loyers abordables pour les étudiants des deux sexes inscrits dans une des universités de la capitale. Le projet mettra l'accent sur l'acquisition de terrains, la construction de logements étudiants respectant les normes anti-sismiques, l'étude de marché, le développement de critères de sélection des bénéficiaires potentiels, les conditions d'accès et la gestion des logements.

## Objectifs

- Fournir des possibilités de logement décent à un prix raisonnable aux étudiants haïtiens
- Baisser de façon significative le coût de la vie pour les étudiants
- Améliorer les conditions de vie des étudiants
- Créer un élan en vue de développer des systèmes de logement du même genre dans d'autres villes universitaires à l'intérieur du pays



**Budget estimé :**  
**2 000 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**3 ans**

## Résultats attendus

- 100 chambres construites, meublées et équipées
- 200 étudiants des deux sexes disposent d'un logement universitaire décent et abordable
- Amélioration considérable des conditions de vie des bénéficiaires
- Le budget des familles des étudiants est soulagé d'autant
- Des projets similaires émergent dans la capitale et dans d'autres villes universitaires, comme Cap Haïtien, Les Cayes, Gonaïves et Jacmel





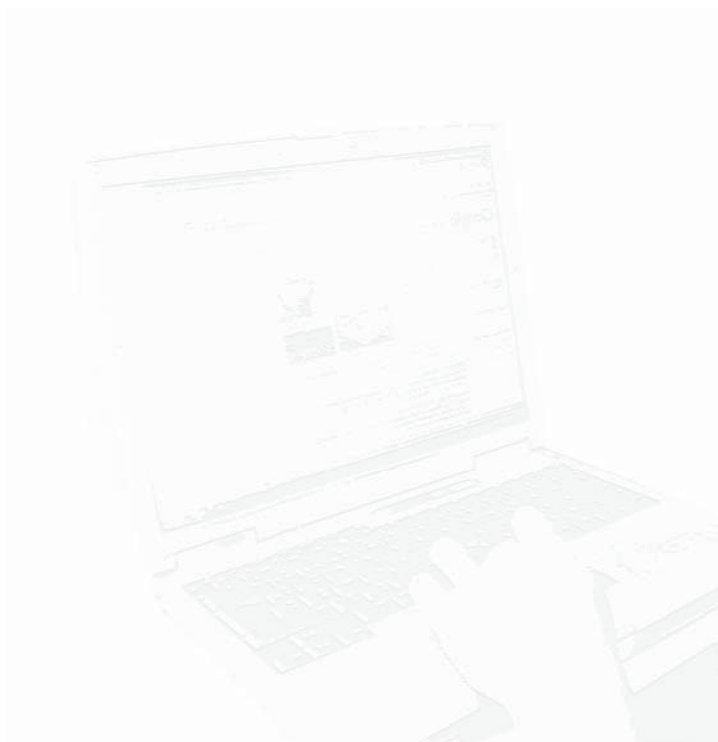
Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Malgré les nombreuses catastrophes qui ont frappé Haïti au cours de son histoire, le pays a su préserver une large part de son patrimoine culturel et documentaire. Afin que ce dernier reste accessible, un plan coordonné doit être élaboré et mis en œuvre. Des systèmes numérisés doivent être mis en place pour que ces collections de valeur soient mieux protégées des risques et pour prévenir les menaces du futur. Le cas échéant, ces collections numérisées permettront un large accès aux archives haïtiennes, notamment via internet.



## Reconstitution et protection à long terme des archives haïtiennes



## Objectifs

- Le projet vise à préserver le patrimoine documentaire d'Haïti en tant que source d'information et garantir l'accès le plus large des citoyens aux contenus les plus utiles
- L'accent doit être mis sur la constitution d'une mémoire audiovisuelle
- Les capacités des Archives nationales doivent être renforcées afin de fournir des conditions optimales à la sauvegarde des matériaux originaux tout en améliorant l'accès aux chercheurs et aux personnes intéressées
- Les Archives nationales doivent aussi s'attacher à l'élaboration de politiques de préservation pour les dossiers dispersés que produisent départements gouvernementaux et ministères
- En vue d'une préservation à long terme, les Archives doivent s'efforcer de préparer des stratégies communes de gestion pour les collections des différentes institutions



**Budget estimé :**  
**700 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**4 ans**

## Résultats attendus

- Approbation et adoption par le service public d'une politique de gestion des fonds
- Formation d'un personnel capable d'entreprendre une classification appropriée, d'organiser, de classer et d'entretenir les fonds
- Des structures améliorées, plus résistantes et plus sûres





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Même si la Bibliothèque nationale elle-même a été relativement épargnée, le séisme de janvier a gravement frappé l'infrastructure du secteur. Il y avait peu de bibliothèques publiques dans le pays avant le tremblement de terre et leur destruction, ainsi que celle des bibliothèques des universités et écoles, a encore aggravé une situation déjà difficile. En réponse aux dommages et à la nécessité de proposer des activités sérieuses aux nombreux enfants déplacés vivant dans des camps, l'UNESCO a lancé un projet qui a mis en place des bibliothèques itinérantes et renforcé



## Reconstruction du secteur des bibliothèques à Haïti

les sections Jeunesse des bibliothèques publiques dans la zone de l'épicentre. Le présent projet repose sur les résultats de ces premiers efforts.

En planifiant pour l'avenir, il faut prévoir la création d'une bibliothèque municipale à Port-au-Prince, afin de soulager la Bibliothèque nationale, mais aussi créer un réseau de centres et bibliothèques à travers le pays, afin de répondre aux besoins éducatifs et récréatifs de la population. Il est essentiel de reconstruire des opportunités d'avoir accès à la littérature et l'option d'un accès aux contenus d'internet par les téléphones portables doit être explorée.



## Objectifs

La réouverture ou la reconstruction des bibliothèques aidera à redonner espoir aux populations déplacées et sinistrées. Cela fournira aussi des locaux où les gens peuvent venir chercher des informations de tous ordres et même reprendre contact avec voisins et parents.

La perte de tant de bibliothèques d'écoles et d'universités, ainsi que la destruction de la bibliothèque Saint Martial (avec ses manuscrits et livres de valeur), montre le besoin urgent de prévenir les catastrophes et de planifier la gestion de façon à permettre un accès numérique aux documents clés.



**Budget estimé :**  
**725 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**4 ans**

## Résultats attendus

- Acquisition d'équipement, de rayonnages et de mobiliers, y compris des abonnements numériques pour les bibliothèques d'écoles et d'universités
- Formation des bibliothécaires à la prévention des risques
- Création d'un réseau de centres d'information du public dans les bibliothèques ou dans les centres communautaires en vue de répondre aux besoins éducatifs ou récréatifs et d'appuyer les campagnes d'alphabétisation
- Création d'un réseau de bibliothèques itinérantes en vue de promouvoir la lecture et l'accès à l'information
- Numérisation des catalogues actuels et mise en place d'un catalogue bibliographique général



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le tremblement de terre de 2010 a sérieusement endommagé les musées et leurs collections un peu partout dans le pays. Faute de politique nationale des musées et faute de moyens, ces institutions avaient déjà besoin d'aide avant le séisme qui les a encore affaiblies et a mis fin à la plupart de (sinon toutes) leurs activités. De grandes collections, comme celle du Musée du Panthéon national haïtien (MUPANAH), ont un besoin urgent de mesures de conservation préventives et de mesures de



## Reconstruction du secteur des musées en Haïti

protection aux risques. D'autres institutions, parfois très importantes, ont totalement été détruites. C'est tout le secteur des musées qui a besoin de planification, de renforcement des capacités et de mesures très concrètes de reconstruction, afin que les principales collections d'art haïtien soient préservées et présentées au public. Ce projet vise à aider le ministère de la Culture d'Haïti dans ses efforts pour protéger, conserver et présenter ses biens culturels, ainsi que dans sa lutte contre le trafic d'objets d'art.



## Objectifs

- Evaluation des risques pour les principales collections et mise en place d'une stratégie de conservation préventive
- Elaboration d'un Plan national pour les musées, mesures juridiques comprises, et d'un plan national de conservation
- Réhabilitation des édifices des musées
- Développement d'une politique des ressources humaines pour les musées et les institutions culturelles; fourniture de formation aux conservateurs et restaurateurs
- Renforcement de la coopération entre les institutions publiques et les collectionneurs privés



**Budget estimé :**  
**2 500 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**5 ans**

## Résultats attendus

- L'évaluation des risques a été menée à bien et un plan de conservation préventive a été développé en coordination avec les directeurs de collection
- Un Plan national de conservation a été développé pour le secteur des musées; il comprend une politique générale des inventaires, des mesures contre le pillage et le trafic d'objets d'art
- Préparation de mesures légales destinées à protéger le patrimoine, y compris contre les démolitions sans permis
- Réhabilitation des édifices des musées, à commencer par le MUPANAH et le laboratoire de conservation de l'Ecole nationale d'art
- Etablissement d'une politique nationale de formation aux ressources humaines
- Formation à la conservation à long terme pour les conservateurs et restaurateurs
- Coopération accrue entre institutions publiques et collectionneurs privés; amélioration de l'accès aux collections privées





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet -

Suite à la création en 1988 à Jacmel de l'Ecole de musique Dessaix-Baptiste, fréquentée par 500 étudiants (dont beaucoup venant des milieux sociaux les plus discriminés), la Fondation Dessaix Baptiste propose de créer une école d'art et culture.

Cette école devrait répondre aux besoins des enfants et des jeunes de Jacmel et de ses environs, contribuant ainsi au développement artistique et culturel de cette ville.



## Jeunesse et culture : Voix du futur – L'école d'art et culture à Jacmel

## Objectifs

- Offrir des alternatives intéressantes à la jeunesse de Jacmel et des environs et renforcer sa participation à la vie culturelle et artistique du pays en nourrissant son développement cognitif et socio-émotif par le biais de l'art
- Fournir à la ville de Jacmel une école moderne et bien conçue dans le domaine de l'art et de la culture, ce qui devrait renforcer le potentiel touristique de cette région et servir de modèle à d'autres régions
- Construire une école offrant un apprentissage dans les domaines de la musique, de la peinture, du dessin, de la poterie, de l'artisanat, de la sculpture et du théâtre



**Budget estimé :**  
**3 500 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**3 ans**

## Résultats attendus

- Le bâtiment de l'école de musique dispose d'un studio pour chaque famille d'instrument, de deux salles de répétition, d'une bibliothèque d'art numérisée connectée à internet, d'une salle pour la réparation des instruments
- Construction et équipement de salles pour la peinture, le dessin et la répétition (théâtre)
- Construction et équipement d'une cafétéria, spécialement pour le Camp musical d'été
- Construction d'un espace (avec esplanade) pour les activités en plein air
- Logements pour les enseignants
- Mise en place des programmes d'enseignement
- Recrutement des enseignants
- Montage de partenariats avec des écoles de musique et des écoles d'art
- Inscription de 500 élèves en musique et 50 dans les autres disciplines



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

L'absence d'une politique culturelle, permettant aux autorités nationales de mieux jouer leur rôle de coordination, a souvent été considérée comme l'un des principaux obstacles à la reconstruction du secteur de la culture à Haïti. Le projet vise à développer un tel cadre, en prenant en compte tous les aspects de la politique culturelle et tous les acteurs, notamment les enseignants, étudiants, praticiens, artistes, etc. Ce cadre politique doit garantir que la culture joue le rôle qui lui revient dans le processus de reconstruction. Le projet sera mené en étroite coopération avec les autorités nationales, la société civile et la diaspora haïtienne.



## Vers un cadre révisé pour la politique culturelle à Haïti



## Objectifs

- Mener d'abord une vaste évaluation de la situation de la politique culturelle (pré et post séisme), en prenant en compte les instruments juridiques et réglementaires, les normes internationales pertinentes, l'environnement institutionnel et politique, le secteur privé et la société civile
- Mener ensuite des consultations avec tous les principaux acteurs, dans un cadre participatif
- Elaborer un document-cadre sur la politique culturelle, contenant des objectifs pour la politique culturelle haïtienne et un plan d'action
- Etablir une base de données sur les acteurs culturels haïtiens
- Entreprendre enfin une formation des acteurs du développement, afin de les sensibiliser à l'importance d'inclure la dimension culturelle dans les activités de développement



**Budget estimé :**  
**350 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**18 mois**

## Résultats attendus

- Evaluation minutieuse de la politique culturelle haïtienne
- Développement d'un document-cadre
- Mise en œuvre de la formation des acteurs du développement



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le projet vise à fournir une aide technique au ministère de la Culture, à travers l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN), pour réaliser un inventaire du patrimoine architectural et permettre la formation des techniciens locaux et nationaux dans ce domaine. La mise en place et la finalisation d'un inventaire du patrimoine architectural est l'élément central du projet, il énoncera des recommandations qui peuvent être normalisées en vue d'établir une stratégie à moyen terme pour la politique de l'habitat



## Soutien à l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN)

et de créer, en accord avec les propriétaires, un catalogue des mesures de maintenance

## Objectifs

- Sauvegarder le patrimoine architectural du Centre historique de Jacmel, à travers le développement d'une base de données du patrimoine architectural
- Former des techniciens locaux et nationaux afin de commencer un inventaire de l'architecture traditionnelle : industrielle, domestique, commerciale
- Garantir la stabilisation des structures les plus abîmées par des interventions d'urgence



**Budget estimé :**  
**450 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**2 ans**

## Résultats attendus

- Réalisation d'interventions d'urgence et de mesures de stabilisation des structures dans les bâtiments les plus touchés
- Tenue d'ateliers de formations pour renforcer les capacités de techniciens locaux et nationaux, avec un accent particulier sur les techniques d'inventaire et sur l'inventaire de l'architecture traditionnelle
- Inscription des biens du patrimoine architectural
- Fourniture de deux experts pour former des techniciens locaux et nationaux et pour coordonner la finalisation de l'inventaire et les mesures juridiques correspondantes



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le projet vise à développer la législation concernant la protection des biens culturels haïtiens. Avec l'aide d'un consultant international et à travers une coopération étroite des autorités nationales et des praticiens, il s'agit de développer une législation efficace pour la protection et la mise en valeur des biens culturels haïtiens.

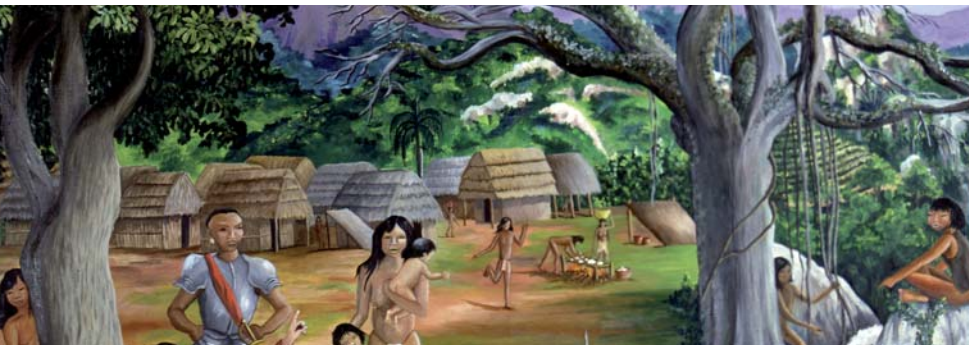


## Consultation internationale sur la législation concernant la sauvegarde des biens culturels haïtiens



## Objectifs

- Fournir un cadre légal moderne à la protection des biens culturels haïtiens
- Compiler et analyser les instruments légaux existants
- Réaliser des consultations avec des experts nationaux
- Réaliser une première esquisse d'une législation de protection et de mise en valeur des biens culturels haïtiens



**Budget estimé :**  
**150 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**15 mois**

## Résultats attendus

- Réalisation d'une première mouture de législation







Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le projet vise à sauvegarder le patrimoine vivant, en particulier à travers la promotion et la mise en œuvre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Cet objectif peut être atteint par le biais d'ateliers de formation chargés de renforcer les capacités des techniciens nationaux et par le biais de la création d'un nouveau Département du patrimoine immatériel au sein du ministère haïtien de la Culture. Ces compétences accrues pourront être utilisées dans un projet



## Appui technique et financier au patrimoine immatériel

pilote visant à inventorier le patrimoine immatériel à Léogâne. Cette ville est au cœur des traditions vodou d'Haïti et la protection de son riche patrimoine immatériel constitue une véritable priorité. Le projet vise surtout à aider les institutions locales dans l'élaboration d'un inventaire régional des expressions du patrimoine immatériel, conforme à l'esprit de la Convention de 2003. De plus, le projet permettra que les principaux lieux de culte soient restaurés et /ou rendus de nouveau accessibles afin de permettre la poursuite de la tradition.

## Objectifs

- Création d'un Département responsable du patrimoine immatériel dans le pays
- Renforcer la viabilité du patrimoine immatériel haïtien, en particulier dans la région de Léogâne
- Restaurer ou rouvrir au moins trois grands lieux de culte vodou
- Fournir la visibilité nécessaire aux valeurs culturelles et expressions traditionnelles spécifiques de Léogâne
- Aider à mettre en œuvre la Convention de 2003, en particulier en ce qui concerne la rédaction d'inventaires et l'identification des bonnes pratiques dans la région
- Identifier le patrimoine immatériel en danger susceptible d'être proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente
- Identifier les éléments susceptibles d'être proposé pour inscription sur les listes de la Convention



**Budget estimé :**  
**300 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**2 ans**

## Résultats attendus

- Création au sein du ministère de la Culture d'un Département du patrimoine immatériel
- Formation de techniciens nationaux
- Réalisation d'activités de formation et de sensibilisation
- Identification d'éléments en vue de leur inscription sur la Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Considéré comme la première tradition native d'Haïti, le Rara est une fête populaire traditionnelle. Mué en véritable phénomène musical, son rythme lancinant lance les gens dans les rues, en particulier durant le Carême. Les chants sont toujours en créole haïtien et commémore les racines africaines des Haïtiens. Le vaudou est souvent pratiqué durant ces processions de rue. Après le séisme de 2010, les communautés de la ville de Léogâne et de ses environs, haut lieu de cette tradition, se sont battues



## Sauvegarde du Rara, tradition symbolique de l'identité culturelle haïtienne

pour la maintenir en vie. Ce projet entend revitaliser – par l'éducation, la transmission et des activités de promotion – cette pratique ininterrompue d'une expression culturelle unique mais aussi aider les communautés porteuses de cette tradition. Cela contribuera à maintenir le Rara en tant que partie intégrante de la culture haïtienne et manifestation éclatante de l'identité culturelle du peuple haïtien.

## Objectifs

- Améliorer la visibilité du Rara
- Sauvegarder et diffuser la tradition du Rara
- Créer pour la communauté des espaces de transmission de cet élément de l'identité culturelle haïtienne
- Préparation d'une inscription du Rara sur la Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente



**Budget estimé :**  
**100 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**2 ans**

## Résultats attendus

- Sensibilisation : créer des espaces communautaires de réflexion à propos de la valeur des savoirs et des pratiques au sein du Rara
- Transmission : renforcer les espaces communautaires et les initiatives des communautés visant à promouvoir la transmission du savoir traditionnel des anciens aux plus jeunes, en conformité avec leurs propres méthodes pédagogiques et directives
- Formation : soutenir les processus de recherche endogènes qui visent à renforcer l'acquisition de ce savoir traditionnel par les enfants et les jeunes
- Documentation : élaborer des inventaires oraux, écrits et audiovisuels de manifestations culturelles qui impliquent pleinement la communauté
- Diffusion : lancer de nombreuses actions pour répandre le patrimoine culturel au sein de la communauté, dans l'espace régional et national





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Le paysage médiatique haïtien est des plus vivants. Il a pourtant nettement besoin que soit mis en place un programme de formation au journalisme moderne. Ce programme (en créole, français et anglais) pourrait préparer les professionnels des médias très qualifiés dont le pays a besoin lors de ces cruciales années de reconstruction. Le projet propose de mettre en place à Haïti un programme de formation des journalistes. Il s'agirait d'un Master en un an couvrant tous les types de médias (presse écrite, radio-télévision,



## Création d'une école de journalisme à Haïti

presse numérique). Le programme serait aussi ouvert aux journalistes déjà en activité mais n'ayant pas bénéficié d'une éducation formelle.



## Objectifs

- Développement d'un programme de cours par des experts nationaux et internationaux et à travers des ateliers participatifs
- Etablissement de partenariats avec institutions de formation, agences de développement, communauté médiatique, donateurs potentiels et Gouvernement
- Création du Master, y compris les nécessaires structures administratives



**Budget estimé :**  
**2 110 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**4 ans**

## Résultats attendus

- Curriculum pour le Master
- Démarrage des cours pour l'année universitaire 2011 (mi-2011)
- Inscription de 15 étudiants par an entre 2011 et 2014





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Compte tenu du taux d'analphabétisme très élevé et du peu de presse écrite, la radio est le principal canal pour diffuser l'information en direction des communautés. En renforçant le réseau de radios communautaires, on multiplie les liens avec les communautés et on contribue à la stabilisation du pays. On peut aussi impliquer les jeunes dans les activités de nombreuses radios communautaires et centres multimédias. En améliorant l'accès de ces communautés à l'information et en donnant à chacun une opportunité d'exercer son droit à la liberté d'expression sur les ondes d'une radio



## Renforcement des radios communautaires et des centres ruraux multimédias

communautaire, on contribue à restaurer le calme et une atmosphère de bon voisinage dans un pays qui émerge à peine de la crise.



## Objectifs

- Montée en puissance des centres communautaires multimédias (CCM)
- Organisation de sessions de formation pour les jeunes au sein des radios communautaires et des CCM ; renforcement des liens avec les communautés par la formation de jeunes coordinateurs de CCM
- Faire jouer aux radios communautaires leur rôle en tant qu'agents du développement, acteurs de la prévention des risques et des situations d'urgence. Les intervenants des médias communautaires doivent être initiés aux principes de base et aux aspects éthiques de la couverture d'une situation de crise ; ils doivent acquérir des compétences pratiques pour récolter les données, les analyser et les diffuser en cas de catastrophes



**Budget estimé :**  
**1 200 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**5 ans**

## Résultats attendus

- Amélioration de l'égalité en matière d'accès à l'information
- Progrès de la liberté d'expression
- Promotion de la culture locale et du savoir autochtone
- Promotion de la communauté en tant qu'agent du développement





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Résumé du projet

Les médias sont importants pour améliorer la participation aux processus de développement et pour contribuer à l'éradication de la pauvreté. Le renforcement des capacités des professionnels des médias et l'existence d'un bon cadre légal et réglementaire sont fondamentaux pour parvenir à ces buts. Dans ce projet, la formation est fournie à la presse écrite et audiovisuelle, ainsi qu'au secteur de l'internet, aux gestionnaires de médias, aux techniciens et ingénieurs. La priorité est donnée aux professionnels des médias de sexe féminin. La liberté de la

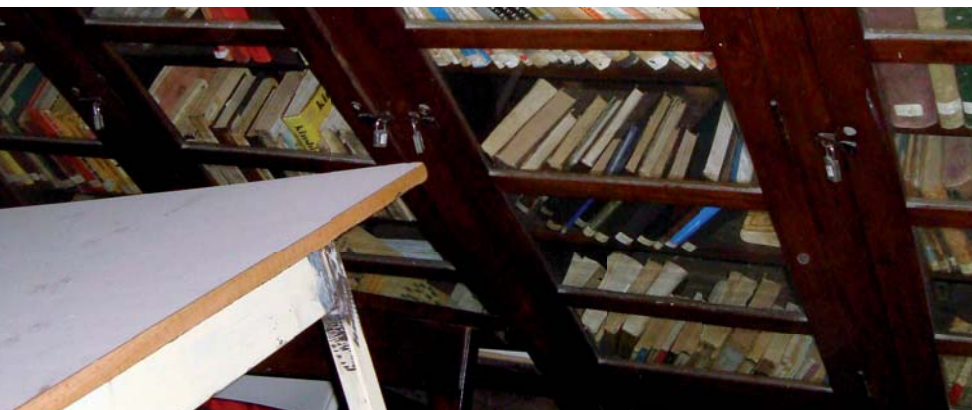


## Formation des professionnels des médias en s'appuyant sur un cadre légal et réglementaire

La presse est protégée par la Constitution d'Haïti. Cependant, l'environnement réglementaire des médias est encore faible, en particulier dans l'audiovisuel et internet. Ce projet vise aussi à préparer un inventaire et une analyse minutieuse de l'actuelle politique des médias et de l'information, des lois et autres cadres réglementaires. L'analyse devra se pencher sur les lois concernant les médias et l'information, y compris ceux touchant à la liberté d'expression, à l'architecture légale et institutionnelle des organes régulateurs, au service public audiovisuel.

## Objectifs

- Amélioration des compétences des institutions de formation et des associations, en réunissant dans un même espace les principales associations de journalistes, notamment l'Association des Journalistes Haïtiens, Medialternatif, REFRAGA et SOS Journalistes
- Développement de la responsabilité, des normes professionnelles et éthiques du journalisme par le biais d'activités de formation
- Fourniture de formations au journalisme d'enquête, à la couverture d'élections, de conflits et de catastrophes
- Création d'un régulateur indépendant chargé d'accorder les licences aux compagnies de télécommunication



**Budget estimé :**  
**595 000 dollars US**

**Durée estimée :**  
**5 ans**  
**(2 ans pour l'installation d'un cadre légal et réglementaire)**

- Fourniture d'une aide technique aux autorités haïtiennes en vue de développer la réglementation des médias, conformément aux standards internationalement acceptés
- Aide au renforcement des capacités en matière de réglementation des médias pour les professions judiciaires, les fonctionnaires, les professionnels des médias et leurs organisations

## Résultats attendus

- Sur 5 ans, plus de 125 sessions dans les 13 principales villes du pays, ce qui permettra le renforcement des capacités de plus de 500 journalistes
- Installation de mécanismes d'auto-régulation permettant de remédier aux défaillances de membres de la profession
- Installation d'un cadre légal et réglementaire pour les médias, conformément aux standards internationaux